

Tribune politique du 24 mars 2010

Mr le Président, Mesdames et Mrs, chers amis et sympathisants de l'UDC

C'est avec grand plaisir que je participe à votre AG ce soir et je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de vous faire part de nos décisions de la session de printemps à Berne ce mois de mars.

Je vais (vous expliquer en préambule la façon dont sont prises les décisions jusqu'au vote final et ensuite,) vous faire part des objets principaux qui ont été débattus cette session au Parlement. Ceux-ci concernent l'agriculture, l'armée, l'économie et bien sûr le social.

Lorsqu'un Conseiller dépose une Interpellation, un postulat, une motion, une initiative, au secrétariat, elle est étudiée par les services du département concerné et une réponse positive ou négative est rendue. Le Conseiller peut soit l'accepter, soit la refuser. Elle est ensuite présentée à l'assemblée et chaque collègue peut la combattre s'il le désire. Lors de la session ces objets sont présentés étudiés et votés en fin de séances lorsque du temps est prévu pour cela. Si un objet est accepté il sera étudié en commission et il reviendra sous une forme de proposition d'acceptation ou de refus de la commission, un rapport de minorité est possible et un vote est requis. Si l'objet est accepté en définitive, il est saisi par le département concerné qui en fait un projet de loi, un rapport ou une modification de loi ou une ordonnance spéciale. Seulement alors les commissions s'en saisissent, les étudient et les présentent au deux Chambres qui si elles n'ont pas le même avis discutent deux fois l'objet et enfin éliminent les divergences au pire vont en séance de conciliation ou le pire du pire, car elles ne peuvent s'entendre, classent définitivement l'objet.

Vous le constatez, le chemin est long très long et nous étudions encore des objets qui datent de 2001 ! Ce lent chemin est pourtant très utilisé et à toutes les sessions se déposent de multiples objets. Notre parti a déposé 80 objets individuels et 8 objets de groupe et je ne sais pas combien les autres partis en ont déposés, de quoi occuper les services des départements!

Permettez-moi de me présenter rapidement. Je suis conseillère Nationale depuis 2002, toujours municipale de ma commune de Champvent, paysanne, mariée à Michel, et mère de 4 enfants adultes. Je fais partie de deux commissions du Conseil national, la Commission Science Education Culture ou nous sommes 25 présidée par mon collègue Liéni Fluglistaller UDC Argovien. L'autre commission est une commission de contrôle la Commission de Gestion présidée par ma collègue Maria Roth Bernasconi socialiste genevoise toujours préoccupée par le statut des femmes qui travaillent. Dans cette commission je fais partie de la sous-commission DFE /DFI et des Tribunaux.

Je suis occupée au Conseil Nationale toutes les saisons 3 semaines pour les sessions et environ une semaine par mois pour les commissions. Nous sommes en outre occupés par les représentations et invitations concernant nos commissions pour moi, ce sont les universités, les Hautes Ecoles les Instituts de recherche, les Arts qui nous invitent souvent.

Cette session, j'ai déposé deux interpellations. Une concernant le Haras National d'Avenches, demandant au Conseil Fédéral s'il ne serait pas possible de créer une commission permettant de réfléchir à la pérennité du Haras et à sa viabilité dans le sein d'Agroscope, car laissé à lui-même le Haras ne pourra survivre, le coût de la recherche équine, de la formation, de l'entretien des bâtiments d'Avenches, ne peut être supporté par le privé et aboutirait à la fermeture du Haras et l'abandon de la recherche équine en Suisse. Ce que nous ne voulons évidemment pas. Je ne suis pas la seule à avoir fait la démarche, plusieurs conseillers tiennent au Haras.

L'autre Interpellation concerne la consommation de fromage en Suisse suite au rapport des sociétés de la branche. Ce rapport stipule que les exportations de fromages suisses vont bien mais ont tendance à baisser surtout dans le secteur des pâtes dures (gruyères Emmental sbrinz). Le Suisse mange beaucoup de fromage, surtout des fromages à pâte molle (mozzarella) ce qui est relativement nouveau. Ses préférences se tournent de plus en plus vers les fromages d'importation. Cette constatation alarmante m'a fait interpeller le CF car il a toujours prétendu que nos productions de niche et de qualité trouverait toujours un marché. La nouvelle tendance contredirait fortement ces assertions et

c'est pourquoi j'ai demandé au CF ce qu'il pensait de ces statistiques, et si nos produits agricoles avec l'ouverture des frontières n'étaient pas menacés même au sein de notre pays.

Il est bon de rappeler au département de l'économie ses obligations envers l'agriculture, et de lui montrer son manque de soutien.

Actualités Fédérales

Je commencerai par les objets agricoles qui concernent beaucoup d'entre nous.

Dès le premier jour de session j'ai rapporté pour la commission Science Education et Culture sur le Sujet du Transit des animaux de boucherie à travers la Suisse qui arrive à son terme maintenant puisque le Conseil des Etats a entériné notre décision. En effet Mme Marty Kälin avait déposé une initiative parlementaire pour interdire le transit à travers la Suisse des animaux de boucherie autrement que par air ou par train. Pour éviter le stress et par respect pour les animaux qui dans les autres pays subissent des transports jusqu'à plus de 20 h00 sans arrêts, nous gardons notre interdit de transit par la route. Ceci pour tous les animaux. Ainsi ceci est une mesure de protection des animaux et non une mesure vétérinaire qui si elle était appliquée qu'aux animaux à onglons ou aux porcs contreviendrait alors aux normes signées avec l'Union Européenne.

Les Mesures permettant d'accompagner les négociations et décisions avec l'UE /ALEA ont été à nouveau repoussées par le Conseil National, le Conseil des Etats l'accepte. Toni Brunner avait demandé le renvoi pour des raisons agricoles ainsi que le vert Schelbert pour des raisons de politique environnementales. C'est Mr Schelbert qui a emporté le vote, ce qui démontre que le Parlement soutient plus l'environnement que les paysans (les radicaux et PDC nous ont lâchés) face à l'UE. mais les raisons environnementales par bonheur nous ont servi et permis une fois encore de créer une divergence et de retarder le projet ALEA.

Les modifications de la loi sur le génie génétique concernant la recherche non humaine et la décision du Conseil Fédéral de rallonger le moratoire de 3 ans a passé la rampe contre l'avis de la majorité des UDC. En effet le groupe UDC déplore que la recherche sur le génie génétique soit entravée en Suisse par le moratoire et nous étions quelques paysans et d'autres en opposition sur ce sujet. Je ne suis pas de l'avis que la recherche est entravée, elle continue sur beaucoup d'autres domaines. D'autre part, aucun résultat prouvant quoi que ce soit n'est sorti et le Parlement désire attendre ces résultats avant de laisser entreprendre quoi que ce soit de nouveau. On peut cependant, regretter l'activisme des milieux verts qui sont allés détruire les semis protégés.

Dans le domaine de la loi fédérale sur les chiens dangereux, nous avons concocté une loi cadre minimum qui laissait à chaque canton le loisir de se calquer dessus ou de durcir leurs propre loi. Hélas, le Conseil des Etats n'a pas permis cela et ne veut pas que les cantons puissent édicter des normes plus sévères que la Confédération. C'est regrettable et nous devons nous repencher sur ce sujet de divergences.

Pour rester dans les animaux, notre Chambre approuve la proposition d'O. Freysingger d'interdire l'importation de tous produits fait avec du phoque.

La proposition du Conseil Fédéral concernant le système des paiements directs est renvoyée avec demande d'un rapport circonstancié. Ce nouveau système serait basé plus sur les Unité de Main d'œuvre que sur la surface et changerait la donne bien sûr.

Un sujet qui a passé la rampe au Conseil National comme aux Etats, c'est l'acceptation de la notion de Souveraineté Alimentaire et d'un autoapprovisionnement fixé à 60 %, qui complète la loi sur l'agriculture. c'est une bonne nouvelle qui permettrait aux agriculteurs de produire autant si ce n'est plus que maintenant dans les années qui viennent. Un dernier sujet agricole qui me tient à cœur c'est celui des abeilles et de la substance clothianidine (enrobage des graines de semences) et qui serait toxique. Un réexamen de l'utilisation de cette substance est demandé.

Militaire

Le Conseil National a décidé que la loi sur le Service Civil soit révisé, un an seulement après son entrée en vigueur. Le service Civil est beaucoup trop attrayant et l'armée à du mal à recruter suffisamment de soldats. Cette décision tient enfin compte de la mise en garde de l'UDC lors de la dernière modification de la loi. Le Conseil des Etats est lui aussi d'accord avec cette révision.

En vote final la loi sur l'armée et l'administration militaire est largement acceptée, mais le Conseil fédéral doit présenter jusqu'en septembre des propositions pour régler les déficiences de l'armée. Deux motions libérales radicales et Pdc demandent deux modèles permettant à l'armée de remplir sa tâche de manière plus économique, font pression sur Ueli Maurer bien seul pour organiser l'armée.

Dans le domaine de la politique extérieure, le rapport 2009 de Mme Kalmy Rey a été très critiqué et jugé dépassé au regard des préoccupations actuelles, il manque une vision stratégique et de nombreuses lacunes analytiques et prospectives ont été relevées par les partis de droite. On se demande quels conseils de son département Mme la Cons. Féd. à reçu dans le problème Lybien entre autres. Mme Kalmy Rey a eu de la peine à convaincre, quand au Sommet de la Francophonie à Montreux. Absente des débats de commission elle a vu son budget baisser de 5 millions et a pu éviter de se faire prendre 10 millions dans son département. Ce projet très cher répond aux normes internationales et montre combien elles sont aberrantes surtout concernant la sécurité ! plus de 13 millions sur la somme totale de 30 millions On espère que le canton ne devra pas allonger des millions supplémentaires.

Vignette

En débat final la loi sur la vignette autoroutière est acceptée malgré notre opposition. Bien qu'étant d'accord pour garder les 40.- du coût de la vignette pour l'utilisateur, nous nous sommes opposés à l'amende pour nous trop élevée de 200.- en cas d'absence de vignette, (nous désirions

amender au maximum de 100.-) et des employés de sécurité privés pourront contrôler ces vignettes, bien que dans un premier temps le National aie refuser de déléguer cette tâche policière à des tiers.

Assurance Chômage

L'UDC s'est abstenue lors de la votation finale, car ses propositions d'économies n'ont pas été retenues, mais le projet a été accepté par la majorité centre droite. Les débats ont été vifs dans le domaine, le National à édicté des contraintes que le Conseil des Etats à adouci, en particulier, les mesures pour les jeunes au niveau des jours de chômage payés. Nous n'éviterons pas malheureusement le référendum des socialistes.

Dans le cadre de la session extraord. Sur le chômage, le Conseil National approuve une motion exigeant un nouveau programme de soutien à l'innovation ainsi qu'un postulat qui demande un rapport sur des facilités fiscales accordées aux entreprises intégrant des personnes dans le marché du travail.

Migrations

C'est un débat demandé par l'UDC et nous voyons de façon surprenante le Conseil National accepter que les jeunes sans papiers puissent suivre une formation prof le genevois Barthassat en est tout fier mais cela contrevient à nos lois.. Le National accepte le contrôle des imams. Une motion est acceptée qui permettrait aux universitaires étrangers de rester en Suisse après leurs études si ils ont un engagement. Une motion acceptée aussi qui demande que de bonnes connaissances d'une langue nationale et une intégration réussie sont des conditions préalables à la naturalisation.

CEP : Conflit entre un coup politique pour éclaircir les cause de la crise financière et la Commission de Gestion qui arrive fin mai avec son rapport final concernant ce sujet. UDC et socialistes unis pour une CEP, mais on ne verra rien de ce côté avant la session d'été.

Initiative Minder et contre projet indirect sur les rémunérations abusives.

Tentative avortée de faire passer ce projet d'initiative dans la révision du droit des SA pour l'UDC. Tentative de régler cette affaire en opposant un contre projet indirect (loi) à l'initiative avec la bénédiction de Minder. Les radicaux et autres partis font passer le contre projet direct (Constitution). L'UDC s'abstient au vote.

Dans les divers

Suppression du droit de timbre pour les courtiers étrangers exerçants en Suisse.

Acceptation que le Ministère Public soit élu par le Parlement et non par le Cons.Féd.

Droit au logement : acceptation de deux initiatives populaires concernant l'épargne logement, il encourage la constitution de fonds propre en vue de l'achat d'un logement.

Acceptation de la loi sur la navigation aérienne suivant nos prop. UDC (skyguide)

Initiative pour un climat sain demandant une réduction des émissions de CO2 rejetée en attendant le résultat de la révision de la loi sur le CO2

Approbaton des accord de double imposition, par ces accords la Suisse abandonne la distinction entre fraude fiscale et soustraction fiscale.

Il y aurait encore des détails mais il me semble avoir été déjà bien longue et je reste à disposition pour des questions éventuelles.

Merci de votre accueil et de votre attention.

Alice Glauser, conseillère nationale